

# Banques commerciales américaines : la fin de l'euphorie ?

La rentabilité des grandes banques américaines marque un net ralentissement. Si le retournement de la conjoncture est en cause, l'ampleur des crédits à risque est également montrée du doigt.

Laurent Bilke  
Economiste

■ Le secteur bancaire américain a accompagné les transformations de l'économie américaine, avec le mouvement de restructuration et le développement de la banque en ligne. Il a également largement profité de la forte croissance, comme en témoignent les bénéfices consolidés exceptionnels de 1999. Comment réagit le secteur bancaire au moment où l'activité semble ralentir ? Depuis plusieurs mois, les autorités de régulation du secteur multiplient les appels à la prudence. Plus récemment, les cours boursiers de certaines grandes banques ont enregistré des perturbations. Leurs résultats sont aujourd'hui touchés par le retournement de conjoncture.

Après un premier trimestre dans la lignée des résultats exceptionnels de 1999, le deuxième trimestre de l'année 2000 est marqué par un franc ralentissement. Cette tendance pourrait se poursuivre au moins sur les deux trimestres suivants.

Les banques commerciales ont rapporté un bénéfice net consolidé de 14,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de l'année 2000. Il s'agit du moins bon résultat depuis le deuxième trimestre 1997. La rentabilité de l'ensemble des actifs (*return on assets*) diminue : 1,17 % au premier semestre contre 1,31 % sur l'ensemble de l'année 1999. La rentabilité des fonds propres (*return on equities*) suit la même évolution : 13,91 % contre 15,31 %.

Le relèvement des provisions pour perte de crédit (+46 % par rapport au deuxième trimestre 1999), concentré sur les plus grandes banques, est pour partie responsable de ce ralentissement. Mais ce sont surtout les dépenses de restructuration qui ont dégradé les résultats. Le

mouvement de consolidation n'a pas cessé de s'amplifier depuis l'*Interstate Banking and Efficiency Act* de 1994 qui commençait d'abattre les barrières au développement inter-étatique des banques commerciales (1). Aujourd'hui, moins de 40 % des 50 premières banques de 1993 sont encore indépendantes. Les très grandes fusions récentes s'inscrivent probablement dans des stratégies de développement de moyen ou long terme, mais le mariage de grands groupes généralistes et relativement peu complémentaires a un coût immédiat assez lourd. Du point de vue des autorités en charge de la régulation du secteur

*«Le relèvement des provisions pour perte de crédit (+46 % par rapport au deuxième trimestre 1999), concentré sur les plus grandes banques, est pour partie responsable de ce ralentissement.»*

bancaire, ce coût n'est néanmoins pas en lui-même susceptible de mettre en cause la stabilité globale du système financier.

Comme le souligne le rapport trimestriel du FDIC (*Federal Deposit Insurance Corporation* chargé de la régulation bancaire) portant sur le deuxième trimestre, le ralentissement des bénéfices des banques commerciales reste limité aux plus grandes institutions. Il doit être en outre relativisé par l'importance des bénéfices enregistrés les années précédentes.

Toutefois, le diagnostic porté sur la situation des banques américaines est indissociable de la lecture qui est faite de la situation macro-économique. L'été dernier, le FDIC a mis en garde les banques contre un comportement insuffisamment précautionneux dans l'euphorie de la «nouvelle économie». Si la fonction même de cette institution est d'alerter les banques, la mise en garde fut particulièrement sérieuse.

## Le poids des années de «croissance à crédit»

Le creusement continu du déficit courant américain (4,1 % du PIB au deuxième trimestre 2000, contre 1,7 % au premier trimestre 1995) est le meilleur étalon d'un mode de «croissance à crédit». L'endettement des entreprises et surtout des ménages n'a pas cessé de croître depuis le début de la décennie. Il faut s'attendre à ce que le ralentissement global de l'économie dont l'ampleur et la rapidité restent incertaines contribue à détériorer la situation des emprunteurs.

Pour l'heure, les indicateurs ne sont pas encore passés au rouge. En particulier, le pourcentage des crédits au commerce et à l'industrie considérés comme perdus augmente, mais sans atteindre des niveaux exceptionnels. La progression est nette, mais ne concerne pas les banques les plus petites (2). En outre, le dernier sondage sur les conditions d'octroi du crédit réalisé par la Banque de réserve fédérale (3) atteste qu'un peu plus de 50 % des banques ont resserré les conditions du crédit aux entreprises.

Mais ce durcissement ne porte que sur les crédits nouveaux. Ce comporte-

ment cyclique des banques n'efface pas les problèmes liés aux conditions des crédits octroyés au moment où l'économie américaine était en pleine euphorie, principalement en 1999. Deux faiblesses, attachées au comportement des banques américaines ces dernières années, laissent planer le doute sur la douceur de l'atterrissage de l'économie, pour le secteur financier du moins : le souci de privilégier un profit immédiat, sous la pression de la Bourse, et l'expansion immobilière ont pu conduire à des imprudences.

Dans une analyse récente (4), Morgan Stanley Dean Witter relève que les «banques américaines pourraient être plus vulnérables que ce que sembleraient indiquer des bénéfices élevés [...]». La croissance très rapide des crédits octroyés avant l'amorce d'un retournement a certainement fait grossir le nombre de crédits particulièrement risqués. Mais surtout, dans cette période de restructuration, les banques américaines ont été contraintes de présenter des taux de croissance des profits très soutenus, sous la pression de la Bourse. La sanction pour celles qui n'ont pas réussi à dégager des ROE satisfaisants fut le rachat par des banques aux meilleurs résultats. Cette pression constante sur les ROE a incité les banques à délivrer des crédits toujours plus risqués, mais aussi à ne pas toujours couvrir pleinement ces risques. Le dégagement de profits immédiats a pu être préféré à la progression des provisions, sauf sur une période très récente. Ainsi le ratio des réserves sur l'ensemble des crédits est-il tombé au deuxième trimestre au plus bas depuis la fin 1986 (1,67 %). De même, le ratio de couverture (1,69 %) est-il au plus bas depuis le troisième tri-

mestre 1995.

Par ailleurs, le dernier rapport régional du FDIC (*Regional Outlook*, 3<sup>e</sup> trimestre) signale que, sous certains angles, l'exposition des banques commerciales au risque immobilier est au moins aussi importante que durant les années 1980. Des événements importants pour les marchés de capitaux en 1997 et 1998, comme la crise asiatique ou le défaut du Gouvernement russe, ont provoqué de sérieux problèmes de liquidité pour cer-

*«La pression constante sur les ROE a incité les banques à délivrer des crédits toujours plus risqués, mais aussi à ne pas toujours couvrir pleinement ces risques.»*

taines sociétés financières de prêt immobilier (5). Les banques de commerce ont comblé le vide et le volume total du financement par les banques des projets de construction et de développement des entreprises s'est accru de plus de 20 % par an, en 1998 et 1999. Ce mouvement expose les banques commerciales à un retournement sur certains marchés immobiliers où commence à se dessiner le spectre d'un excès d'offre. A ce sujet, le FDIC identifie treize villes susceptibles de connaître un tel problème.

L'ampleur des changements structurels qui ont touché l'économie américaine depuis plusieurs années reste difficile à évaluer. Mais la très forte croissance a reposé partiellement sur une consommation vigoureuse et alimentée par le crédit (6), comme en témoigne la

baisse du taux d'épargne (8,7 % en 1992, 5,6 % en 1995 et 2,2 % en 1999). A ce déséquilibre macro-économique s'ajoute peut-être une prise de risque importante du secteur bancaire dans les toutes dernières années. Des restructurations permanentes, une concurrence plus forte et les exigences de profitabilité élevée exprimées par les marchés financiers peuvent avoir été à l'origine d'imprudences. Il existe donc un risque non négligeable pour que le secteur financier accentue le retournement de conjoncture, comme il avait certainement amplifié la phase de croissance. ●

(1) A la suite de cette loi, les banques commerciales peuvent acheter une autre banque dans n'importe quel Etat des Etats-Unis, à compter du 29 septembre 1995. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1997, les barrières inter-étatiques sont aussi abattues pour les fusions entre banques commerciales. Enfin, le *Financial Services Modernization Act* du 12 novembre 1999 (*Gramm-Leach-Bliley Act*) permet d'envisager un nouveau mouvement de concentration, entre banques et assurances cette fois.

(2) Pour les banques de plus de 20 milliards de dollars d'actif : 0,69 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2000 contre 0,38 en 1998. Pour les banques dont l'actif est compris entre 300 millions et 1 milliard de dollars : 0,4 % contre 0,37 % en 1998.

(3) Board of Governors of the Federal Reserve System. The November 2000 Senior Loan Opinion Survey on Bank Lending Practices.

(4) US Corporate Perspectives and Strategies, 17.11.2000.

(5) Cf. la faillite de Criimi Mae, Inc.

(6) Voir en particulier une étude du FDIC qui insiste sur l'explosion de la dette sur carte de crédit et sur son lien avec le nombre de faillites personnelles. La forte croissance de ce type de crédit aux ménages depuis la fin des années 1970 s'explique par la déréglementation (depuis la décision Marquette de la cour suprême, en 1978). FDIC, Bank Trends, March 1998, The Effects of Consumer Interest Rate Deregulation on Credit Card Volume, Charge-Offs, and the Personal Bankruptcy Rate.